



Centre Hospitalier de Givors
Direction des Ressources Matérielles
9 Avenue du Professeur Fleming,
69700 Givors

Objet de la consultation :

Convention d'Occupation du Domaine Public
Réalisation de reportages photographiques à la maternité du Centre Hospitalier
de Givors

La présente convention comporte 11 feuilles

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 15 septembre 2025 à 12h.

Table des matières

Article 1 – OBJET DU CONTRAT	3
Article 2 – MODALITÉS D’EXÉCUTION	3
2.1 Étendue de l’autorisation	3
2.2 Visites dans les services	3
2.4 Visites en chambre	3
Article 3 – TARIFS DES PRESTATIONS	4
Article 4 – DURÉE DE LA CONVENTION	5
Article 5 – SUIVI DE LA PRESTATION	5
Article 6 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ	5
Article 7 – ASSURANCES	6
7.1 Responsabilité	6
7.2 Assurance professionnelle	6
Article 8 – REDEVANCE D’OCCUPATION	7
Article 9 – GARANTIE D’EXCLUSIVITÉ	8
Article 10 – CONDITIONS DE RÉSILIATION	8
10.1. Arrivée du terme – Non-renouvellement :	8
10.2. Résiliation pour motif d’intérêt général (à l’initiative du CHG) :	8
10.3. Résiliation pour faute du prestataire (à l’initiative du CHG) :	8
10.4. Résiliation à la demande du prestataire :	9
Article 11 – NOTIFICATION DU CONTRAT	9
Article 12 – LITIGES	9
ARTICLE 13 – CRITERES ET PROCEDURE DE SELECTION DES OFFRES	10

Article 1 – OBJET DU CONTRAT

Le présent document a pour objet de définir les conditions de conclusion et d'exécution de la convention visant à sélectionner un photographe professionnel autorisé à réaliser des reportages photographiques au sein du service maternité du Centre Hospitalier de Givors. La convention donne lieu au versement d'une rémunération au profit du Centre Hospitalier de Givors par le prestataire, selon les modalités financières définies ci-après.

À titre informatif, en 2024, environ 900 naissances ont eu lieu au Centre Hospitalier de Givors.

Une visite de site est conseillée, celle-ci se déroulera le mardi 19 août 2025 à 9h00 à l'adresse suivante : 9 Av. Professeur Fleming, 69700 Givors

Article 2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

2.1 Étendue de l'autorisation

L'autorisation accordée au titre de la présente convention porte sur la réalisation de reportages photographiques au sein du service maternité du Centre Hospitalier de Givors. L'exploitant pourra rendre visite aux parturientes ayant donné leur accord pour une séance photo – c'est-à-dire toutes celles qui n'auront pas expressément refusé la visite du photographe et pour lesquelles l'équipe soignante n'aura pas émis de contre-indication aux visites.

Une procédure de visite détaillant le déroulement des interventions (incluant une traçabilité écrite des visites) devra être établie conjointement entre le Centre Hospitalier et le prestataire afin d'éviter tout risque d'erreur. Cette procédure fera l'objet d'une annexe au présent contrat, et devra être scrupuleusement respectée par le prestataire.

2.2 Visites dans les services

Le prestataire devra effectuer, en amont, une communication auprès des parturientes sur :

- Les jours et horaires de passage du photographe en maternité ;
- Les tarifs des prestations photographiques proposées ;
- Le droit pour chaque parturiente de refuser la visite du photographe.

Les modalités pratiques de cette communication seront définies en concertation avec les équipes soignantes du service maternité. Le prestataire veillera ainsi à ce que chaque patiente soit clairement informée à l'avance de son éventuelle intervention, dans le respect des souhaits de chacune.

2.4 Visites en chambre

Une charte de qualité relative au déroulement des visites en chambre, proposée par le prestataire dans son offre et validée par le Centre Hospitalier, sera annexée à la convention. Le prestataire

s'engage à respecter cette charte qualité lors de chaque visite, en conformité avec la procédure de visite convenue.

Lors de chaque passage en chambre, le photographe devra :

- S'informer préalablement auprès des équipes soignantes des chambres pouvant être visitées (en respectant les éventuelles contre-indications médicales) ;
- Frapper à la porte avant d'entrer dans une chambre ;
- Ne pas interrompre une tétée (allaitement en cours) ;
- Ne pas réveiller un bébé qui dort.

Le photographe ne pourra commencer les prises de vue qu'après avoir obtenu le consentement écrit et signé de la parturiente concernée. Une fois l'accord recueilli, il remettra à chaque maman ayant accepté la séance un document d'information présentant en détail l'offre photographique du prestataire (prestations proposées, tarifs et modalités). Ce document comportera notamment les informations légales sur le droit de rétractation de la cliente (délai et modalités pour annuler une commande).

Par ailleurs, afin de préserver le repos des patientes et des nouveau-nés, les prises de vues ne pourront avoir lieu qu'entre 10h00 et 12h00, horaires durant lesquels les visites du photographe sont autorisées par le service. Aucune séance ne devra être réalisée en dehors de ce créneau afin de ne pas perturber le fonctionnement du service ni le bien-être des mamans et des bébés.

Article 3 – TARIFS DES PRESTATIONS

Conformément aux règles internes de l'hôpital, aucune transaction commerciale (vente de photos) ne pourra avoir lieu au sein de l'établissement. Les prises de vues réalisées seront présentées aux parturientes intéressées après leur sortie de la maternité, notamment lors de visites à domicile ou par tout autre démarchage extérieur autorisé, en vue de la vente éventuelle de tirages ou de produits photographiques.

Les tarifs initiaux des prestations du prestataire sont consignés dans un catalogue tarifaire annexé au présent contrat (comme fourni dans l'offre du prestataire). Le prestataire s'engage à pratiquer ces tarifs auprès des parturientes, en veillant à faire figurer sur chaque bon de commande ou facture remise aux clientes le rappel du droit de rétractation légal (délai minimum de 14 jours prévu par le Code de la consommation, avec modalités d'exercice). Le modèle de bon de commande ou de facture communiqué par le prestataire, et annexé au contrat, fera foi.

En dehors des offres promotionnelles usuelles que le prestataire peut proposer aux nouvelles mamans, celui-ci pourra consentir un tarif préférentiel au bénéfice du personnel du Centre Hospitalier de Givors, selon des modalités à convenir avec l'établissement (par exemple, un pourcentage de remise défini). Cette disposition n'est pas impérative mais reste encouragée afin de valoriser le partenariat avec l'hôpital.

Enfin, le prestataire devra impérativement assurer, à titre gratuit, les reportages photographiques des nouveau-nés nés sous X (enfants abandonnés à la naissance). Ces séances particulières devront être adaptées au contexte sensible de ces naissances. Les clichés réalisés dans ce cadre seront remis à l'équipe de la maternité ou aux autorités compétentes, sans frais, et ne donneront lieu à aucune exploitation commerciale de la part du prestataire.

Le prestataire informera le Centre Hospitalier de Givors par écrit de toute modification ultérieure des tarifs appliqués aux parturientes, et ce au minimum deux mois avant la mise en place de ces nouveaux tarifs. Toute évolution tarifaire devra respecter la réglementation en vigueur (notamment en matière de droit de rétractation et de transparence des prix) et ne pourra en aucun cas remettre en cause l'équilibre économique de la convention d'occupation du domaine public.

Article 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée d'un (1) an à compter du 1er novembre 2025, renouvelable quatre fois par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne dépasse cinq (5) ans. Toute décision de non-renouvellement par l'une ou l'autre des parties à l'échéance annuelle devra être notifiée selon les modalités définies à l'article 10.

Article 5 – SUIVI DE LA PRESTATION

Le prestataire s'engage à assurer un suivi régulier de son activité et à communiquer au Centre Hospitalier de Givors les éléments de bilan suivants :

- Le nombre de parturientes visitées à la maternité du Centre Hospitalier de Givors ;
- Le nombre de parturientes ayant bénéficié d'un suivi (visite à la maternité et visite à domicile) par le prestataire ;
- Le nombre de photographies (ou lots) effectivement vendues aux parturientes du Centre Hospitalier de Givors ;
- Le chiffre d'affaires réalisé auprès de ces parturientes, c'est-à-dire le montant total des ventes effectuées dans le cadre de la présente convention.

Le prestataire remettra chaque année au Centre Hospitalier de Givors un rapport d'activité annuel comprenant *a minima* les indicateurs ci-dessus. Ce rapport devra être transmis au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année civile considérée. Le Centre Hospitalier se réserve le droit de solliciter toute information complémentaire permettant de vérifier la bonne exécution du service et le calcul de la redevance. En outre, le prestataire devra aviser expressément le Centre Hospitalier de toute modification de ses tarifs (conformément à l'article 3 ci-dessus), au moins deux mois avant leur application effective.

Article 6 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Sous peine de résiliation de la convention aux torts exclusifs du prestataire, il est stipulé que ce dernier est assujéti à une stricte obligation de confidentialité. À ce titre :

- Respect des règles de déontologie : Le prestataire est tenu de se conformer aux règles légales et déontologiques régissant sa profession de photographe. Il veillera notamment au respect du droit à l'image des personnes photographiées et à la protection des données personnelles les concernant.

- Non-réutilisation des clichés et des données : Le prestataire s'engage à ne pas utiliser, diffuser ni exploiter les clichés réalisés au sein du Centre Hospitalier de Givors à d'autres fins que l'exécution du présent contrat. Il s'engage également à ne jamais divulguer, céder ou vendre le fichier des parturientes de l'établissement (liste des clientes, coordonnées ou toute information personnelle) qu'il pourrait constituer dans le cadre de son activité. Ces données ne pourront être utilisées qu'aux seules fins de réalisation et de livraison des commandes de photographies, dans le respect du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).
- Confidentialité des informations reçues : Si, avant la notification de la convention ou au cours de son exécution, le prestataire reçoit des informations ou des documents à caractère secret ou confidentiel de la part du Centre Hospitalier, il est tenu d'en préserver la confidentialité. Ces renseignements ou documents ne peuvent être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse et écrite du Centre Hospitalier de Givors. Il en va de même pour toutes les informations de même nature portées à la connaissance du prestataire à l'occasion de l'exécution du contrat (données médicales ou personnelles des patients, informations techniques ou administratives internes, etc.).
- Secret professionnel : Le prestataire s'engage à faire respecter par lui-même et par l'ensemble de ses employés ou intervenants le secret professionnel pour toutes les informations, de quelque nature que ce soit, dont ils auront connaissance dans le cadre de l'exécution de la convention. En particulier, toutes les données nominatives relatives aux patients (parturientes) ou aux personnels de l'établissement, dont la connaissance est nécessaire à la réalisation de la prestation, devront être traitées comme strictement confidentielles.
- Exceptions : Les obligations ci-dessus ne s'appliquent pas aux informations qui seraient publiquement disponibles ou d'usage courant dans la profession, ni à celles qui seraient déjà légitimement connues du prestataire avant la signature du contrat. De même, les informations fournies aux parturientes elles-mêmes (brochures tarifaires, conseils photos, etc.) ne sont pas soumises à cette restriction dès lors qu'elles relèvent de la communication habituelle à la clientèle.

Article 7 – ASSURANCES

7.1 Responsabilité

Le prestataire assume l'entière responsabilité de l'exécution des prestations objet de la présente convention. Il est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit durant l'accomplissement des visites et séances photo. En conséquence, le prestataire sera tenu pour responsable de tout accident ou de tout dommage causé directement ou indirectement du fait de l'exécution des prestations, que ce soit aux personnes (y compris aux parturientes, nouveau-nés, membres du personnel hospitalier ou tiers) ou aux biens (biens du prestataire, biens de l'hôpital ou biens de tiers).

7.2 Assurance professionnelle

Le prestataire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité en cas de dommages, de toute nature

(corporels, matériels et immatériels), causés à autrui du fait de l'exécution de la présente convention. Cette police d'assurance devra être maintenue en vigueur pendant toute la durée de la convention. L'assurance souscrite devra notamment garantir les risques liés à toute faute professionnelle du prestataire ou de ses préposés, ainsi que les préjudices corporels et dommages aux biens (meubles ou immeubles) pouvant survenir au sein du Centre Hospitalier de Givors du fait des prestations réalisées. Cette dernière devra être transmise au Centre Hospitalier de Givors chaque année.

Le prestataire s'engage à contracter cette assurance auprès d'un organisme notoirement solvable et à en justifier sur demande du Centre Hospitalier de Givors, en produisant une attestation d'assurance à jour indiquant la nature des garanties, les montants couverts et la durée de validité de la police. Il informera sans délai le Centre Hospitalier de toute modification apportée à son contrat d'assurance (extension ou réduction de garantie, résiliation, non-renouvellement, etc.). En cas de manquement à ces obligations d'assurance, le Centre Hospitalier se réserve le droit de prononcer la résiliation du contrat aux torts du prestataire.

Article 8 – REDEVANCE D'OCCUPATION

En contrepartie du droit exclusif accordé au prestataire pour l'exploitation du service photographique en maternité (voir Article 9 ci-après), ce dernier versera au Centre Hospitalier de Givors une redevance d'exploitation calculée exclusivement sur la base des ventes réalisées dans le cadre du présent contrat. Autrement dit, la redevance sera assise uniquement sur les photographies effectivement achetées par les parturientes, et non sur le nombre de photos prises ou sur un forfait par naissance, afin de garantir un modèle économique soutenable pour le prestataire.

Le pourcentage de redevance dû au Centre Hospitalier de Givors par le prestataire est fixé à ... % du chiffre d'affaires Hors Taxes réalisé sur les ventes de prestations photographiques aux parturientes de la maternité (tel qu'attesté par le comptable du prestataire). Ce taux, proposé par le prestataire et dans son offre financière et accepté par l'établissement, est indiqué dans l'acte d'engagement. Il ne pourra être modifié en cours de contrat qu'avec l'accord exprès et écrit des deux parties.

Modalités de versement : Le paiement de la redevance s'effectuera sur une base trimestrielle. À la fin de chaque trimestre civil, le prestataire adressera au Centre Hospitalier un relevé du chiffre d'affaires HT réalisé sur la période concernée, accompagné de l'attestation de son comptable. Le Centre Hospitalier émettra alors un titre de recettes correspondant au montant de la redevance due pour le trimestre écoulé (calculé en appliquant le pourcentage convenu sur le CA du trimestre). À réception de ce titre, le prestataire s'engage à s'acquitter du montant demandé dans un délai maximal de 30 jours. En cas de retard de paiement, des pénalités pourront être appliquées conformément à la réglementation en vigueur.

Le Centre Hospitalier de Givors se réserve le droit de vérifier, par tout moyen de son choix, l'exactitude du chiffre d'affaires déclaré par le prestataire, notamment en cas de discordance manifeste entre le nombre de ventes rapporté (voir Article 5 – suivi de la prestation) et le montant financier déclaré. Le prestataire accepte que ses registres de ventes en lien avec la présente convention puissent faire l'objet d'un contrôle ou d'un audit de la part de l'établissement concédant si nécessaire.

Article 9 – GARANTIE D’EXCLUSIVITÉ

Le Centre Hospitalier de Givors garantit au prestataire un droit exclusif pour la réalisation de reportages photographiques au sein du service maternité pendant toute la durée de la présente convention. Aucune autre entreprise ou intervenant extérieur ne sera autorisé par l’hôpital à proposer des services photographiques analogues dans le service maternité tant que le présent contrat sera en vigueur. Cette exclusivité ne s’étend toutefois qu’au périmètre de la maternité de l’hôpital et aux nouveau-nés y étant pris en charge. En conséquence, le prestataire reste libre de proposer ses services aux clientes en dehors de l’établissement, en concurrence éventuelle avec d’autres photographes, une fois les patientes sorties de l’hôpital.

Article 10 – CONDITIONS DE RÉSILIATION

10.1. Arrivée du terme – Non-renouvellement :

La présente convention est conclue pour une durée d’un (1) an à compter du 1er novembre 2025, renouvelable quatre fois par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne dépasse cinq (5) ans. La convention prendra donc automatiquement fin le 1^{er} novembre 2030 sans nécessité de dénonciation préalable. Le prestataire devra cesser ses activités le dernier jour de la convention.

10.2. Résiliation pour motif d’intérêt général (à l’initiative du CHG) :

Indépendamment de la durée prévue, le CHG, en sa qualité de personne publique propriétaire, conserve la faculté de mettre un terme anticipé à la convention pour un motif d’intérêt général. En effet, l’autorisation d’occupation est accordée à titre précaire et révocable, et le CHG se réserve le droit de résilier la convention à tout moment s’il estime que l’intérêt général le justifie (CE, 1^{er} févr. 1980, n°s 04656 et 09908). Constitue par exemple un motif d’intérêt général : une modification de la politique de l’établissement et plus particulièrement du service de maternité, ou toute raison d’organisation du service public hospitalier. La résiliation pour intérêt général sera notifiée par écrit (lettre recommandée avec AR) au prestataire en respectant un préavis d’au moins un (1) mois. Cette résiliation n’ouvrira droit à aucune indemnité pour le prestataire, celui-ci acceptant le risque inhérent à l’occupation du domaine public précaire et révocable. Toutefois, le CHG s’efforcera de prévenir le plus en amont possible le prestataire et, si cela est envisageable, de négocier une solution alternative afin d’atténuer les conséquences de la résiliation.

10.3. Résiliation pour faute du prestataire (à l’initiative du CHG) :

L’autorisation d’occupation est révocable sans préavis ni indemnité (CE, 23 avr. 2001, n° 187007), dès lors que le bénéficiaire de l’autorisation ne respecte plus les conditions de la délivrance de celle-ci. La résiliation pour faute du prestataire n’ouvrant droit pour ce dernier à aucune indemnisation, le CHG se réserve la possibilité de réclamer en justice des dommages-intérêts supplémentaires si le manquement du prestataire lui a causé un préjudice distinct.

Constitueront notamment des motifs de résiliation pour faute (liste non limitative) :

- Non-paiement de la redevance à l’échéance convenue, ou non-paiement répété malgré rappels.

- Inexécution d'une obligation essentielle du prestataire prévue au contrat, notamment le non-respect du consentement libre et éclairé des parturientes, l'impossibilité d'assurer la prestation convenue ou tout manquement grave aux stipulations du contrat (manquement aux obligations de confidentialité, etc.).
- Manquement répété du prestataire à des obligations contractuelles, même de nature moindre, dès lors que ces manquements à répétition perturbent le bon fonctionnement du service et que le prestataire n'y remédie pas malgré les avertissements.
- Liquidation judiciaire ou dissolution de la société du prestataire, ou toute situation entraînant la perte de la capacité de l'exploitant à poursuivre l'exécution de la convention (cessation totale d'activité, mise en redressement sans assurance de continuité, etc.) conformément aux dispositions prévues par de l'article L. 641-11-1 du Code de commerce.
- Abandon ou cessation d'activité du prestataire sur le site, volontaire ou non, pour quelque motif que ce soit, y compris en cas de force majeure si l'arrêt se prolonge au-delà d'une durée acceptable pour le CHG. La résiliation pour faute du prestataire n'ouvre droit pour ce dernier à aucune indemnisation, et le CHG se réserve la possibilité de réclamer en justice des dommages-intérêts supplémentaires si le manquement du prestataire lui a causé un préjudice distinct.

10.4. Résiliation à la demande du prestataire :

Le prestataire a la faculté de solliciter une résiliation anticipée de la convention s'il souhaite cesser son activité avant le terme initialement prévu. Il devra adresser pour cela une demande motivée au CHG, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis minimum de trois (3) mois (sauf accord du CHG pour réduire ce délai). Durant le préavis, le prestataire reste tenu de remplir l'ensemble de ses obligations contractuelles. La fin anticipée à l'initiative du prestataire n'ouvre droit à aucune compensation financière de la part du CHG. La résiliation de la convention entraîne la caducité de plein droit de l'autorisation d'occupation du domaine public : le prestataire perd son droit d'exploiter les lieux et devra les libérer. Si, malgré la résiliation, le prestataire décidait de maintenir son activité, le CHG serait en droit de l'y contraindre par voie d'expulsion à ses frais, et de percevoir une redevance d'occupation pour toute période d'occupation illégale postérieure.

Article 11 – NOTIFICATION DU CONTRAT

La convention d'occupation du domaine public n'est considérée comme définitivement attribué et n'engage le Centre Hospitalier de Givors qu'à compter de sa notification officielle au prestataire titulaire. Cette notification sera effectuée par le Centre Hospitalier par envoi d'une lettre de notification signée, adressée en recommandé avec accusé de réception, ou par tout autre mode légal de notification. La date de réception par le prestataire vaudra date de début d'exécution du contrat, sous réserve de la date prévue à l'article 4 (si différente).

Article 12 – LITIGES

Conformément à l'article L. 211-1 du Code de Justice Administrative, les tribunaux administratifs sont, en premier ressort et sous réserve des compétences attribuées aux autres juridictions administratives, juges de droit commun du contentieux administratif. En

conséquence, tout litige né de l'exécution ou de l'interprétation du présent contrat, qui n'aurait pas pu être réglé à l'amiable entre les parties, sera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve le Centre Hospitalier de Givors. En l'occurrence, les parties désignent le Tribunal Administratif de Lyon comme juridiction compétente pour connaître de tout contentieux éventuel.

Il est toutefois rappelé que les parties peuvent, d'un commun accord, recourir à un règlement amiable des différends, par exemple via la médiation, la conciliation ou l'intervention d'un expert, avant de saisir le juge administratif. En cas de persistance du litige, le droit français sera seul applicable et la langue de travail sera le français.

ARTICLE 13 – CRITERES ET PROCEDURE DE SELECTION DES OFFRES

Conformément aux articles L. 2122-1-1 à L. 2122-1-4 du CG3P ; ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, une procédure de sélection préalable entre les candidats potentiels doit être mise en place afin de garantir l'impartialité du choix de la personne publique.

En conséquence, les offres seront examinées et notées sur 100 points selon la pondération suivante :

- Offre financière : Redevance et pourcentage de chiffre d'affaires reversé au Centre Hospitalier de Givors (60 points)
 - Niveau du pourcentage reversé sur les ventes effectivement achetées par les parturientes ;

(Ce critère sera noté proportionnellement : le candidat proposant le pourcentage le plus élevé obtiendra la note maximale sur 60, les autres seront notés au prorata.)

- Qualité et fiabilité du service (25 points)
 - Clarté et pertinence de la note méthodologique (organisation des visites, relation avec les équipes soignantes, traçabilité) ;
 - Expérience et références dans le domaine de la photographie en maternité ou similaire ;
 - Capacités opérationnelles (nombre et disponibilité des photographes, organisation en cas d'absence, matériel utilisé).
- Qualité de l'offre commerciale pour les parturientes (10 points)
 - Tarifs appliqués (niveau et lisibilité) et respect des obligations légales (droit de rétractation, informations claires) ;
 - Délais de livraison des photos et attractivité de l'offre (catalogues, promotions).

- Engagements spécifiques et conformité (5 points)
 - Gratuité des reportages pour les enfants nés sous X ;
 - Engagements clairs sur la confidentialité et le RGPD ;
 - Conditions préférentielles éventuelles pour le personnel hospitalier.

Procédure de sélection

Les offres seront notées sur 100 points en appliquant les pondérations ci-dessus.

Le Centre Hospitalier de Givors pourra, si nécessaire, engager des négociations avec jusqu'à trois candidats les mieux classés après la première analyse.

L'offre la mieux classée sera retenue sous réserve de la présentation des attestations fiscales, sociales et d'assurance exigées.